

souffrir si nous n'agissons pas rapidement afin d'améliorer la situation de l'énergie.

Etant donné la nature globale du problème de l'énergie, quelle sorte d'action est nécessaire et qui devrait en prendre l'initiative? Du côté de la demande, il nous faudra accroître le rendement d'utilisation de l'énergie et modifier la structure de la consommation pour qu'elle corresponde à la nouvelle répartition des sources dont nous disposerons à l'avenir. Du côté de l'offre, nous devons maintenir la production de pétrole et de gaz, accroître dans de fortes proportions le rôle du charbon et de l'énergie nucléaire et apporter notre soutien à des programmes dynamiques visant à mettre au point de nouvelles techniques énergétiques.

### Nécessité d'une coopération internationale

En principe, c'est aux divers gouvernements qu'il appartiendra de fixer les nouvelles politiques énergétiques et de les mettre en œuvre. La situation des pays industrialisés en matière énergétique est très variable et il existe à l'intérieur de pays comme le Canada, des écarts régionaux importants qui appellent une harmonisation. Toutefois, si c'est à l'échelon national que l'action doit être mise en œuvre, la coordination internationale n'en présente pas moins un caractère vital. L'interdépendance énergétique est une réalité et le problème de l'énergie est un problème international qui ne peut être résolu que sur la base d'une coordination internationale. Aucun pays n'est capable de résoudre le problème par ses propres moyens. Si un grand pays industriel, quel qu'il soit, voulait agir seul et sans tenir compte des plans ou des mesures adoptés dans d'autres pays, il risquerait de prendre des décisions erronées, de procéder à des investissements inefficaces et de compromettre non seulement sa propre prospérité économique mais aussi celle de ses partenaires économiques et de ses alliés politiques. Ce n'est que par des efforts coordonnés de tous les pays que nous pouvons espérer assurer un approvisionnement énergétique adéquat permettant de faire face aux besoins essentiels de l'avenir.

Chaque pays doit apporter une contribution correspondant à ses capacités. De tous les pays industriels, les États-Unis apparaissent nettement comme celui qui serait le mieux placé pour réduire ses importations pétrolières, améliorer ses rendements énergétiques et développer ses approvisionnements. L'objectif que la politique énergétique des États-Unis devrait s'assigner en premier serait peut-être de rapprocher les prix américains de l'énergie des niveaux mondiaux étant donné qu'une action touchant les prix aurait une incidence très favorable sur les aspects nationaux et internationaux de la politique énergétique. Les possibilités qui s'offrent à d'autres pays comme le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Canada, dont les économies ont une dimension moyenne, sont importantes aussi car ils pourraient ensemble apporter une contribution d'un ordre de

grandeur analogue à celle des États-Unis. Comme ils sont relativement moins bien dotés en ressources énergétiques, la contribution de l'Europe et du Japon différerait de celle de l'Amérique du Nord. Néanmoins, ils peuvent eux aussi faire un effort appréciable pour adapter leurs industries consommatrices d'énergie à une nouvelle structure énergétique.

### Le rôle du Canada

L'importance du rôle du Canada n'a pas pour moindre cause l'autorité que celui-ci s'est acquise en matière énergétique et qui exercera des effets considérables sur les possibilités offertes à d'autres pays. On s'est beaucoup préoccupé au Canada de la politique énergétique depuis la crise de l'énergie de 1973-1974. Il a ainsi été possible d'accomplir beaucoup de progrès qui finalement auront une incidence favorable sur la situation énergétique intérieure. Des objectifs spécifiques ont été définis en cette matière. On a adopté un barème de prix du pétrole et du gaz qui, à la longue, devrait permettre de facturer l'énergie à des prix correspondant mieux à la réalité. Les économies d'énergie sont prises au sérieux. Mais que penser des implications internationales de la politique énergétique du Canada? Le Canada a la chance d'être largement doté en ressources énergétiques: gisements d'hydrocarbures classiques et non conventionnels, importantes réserves de charbon et d'uranium, techniques nucléaires éprouvées. Les politiques d'approvisionnement énergétique canadiennes pourraient beaucoup contribuer à l'amélioration de la situation énergétique mondiale. Que pourrait faire exactement le Canada et pourquoi devrait-il le faire?

Avec les États-Unis et l'Australie, le Canada pourrait, par sa politique charbonnière, accroître considérablement l'énergie de substitution offerte à l'Europe et au Japon. Pour que les Européens et les Japonais réussissent à remplacer le pétrole dans la production de l'électricité et dans l'industrie, il faut qu'ils disposent de grandes quantités de charbon importé. Pour le Canada et pour d'autres producteurs de charbon, il existe à moyen terme d'énormes possibilités d'exportation. Les efforts internationaux en coopération visant à mettre à profit ces possibilités pourraient avoir pour but d'assurer une expansion considérable des échanges de charbon impliquant un réseau mondial et requérant des conditions commerciales stables. A cet effet, il faudrait prévoir de grands investissements d'infrastructure dans les installations minières et extractives, dans les transports intérieurs et maritimes et dans les installations portuaires, qui apporteraient des avantages économiques substantiels à tous les intéressés.

Sur des bases analogues, il serait possible d'assurer, par la coopération internationale, les conditions voulues pour accroître les exportations canadiennes d'uranium et de savoir-faire nucléaire vers d'autres pays qui, sans l'énergie nucléaire, ne seraient absolu-